

DÉVELOPPEMENT DE COINTRIN

Ne pas se tromper de combat

Faut-il construire la ville en ville? Ou pousser les Genevois à se loger en France voisine? Tel est l'enjeu d'un référendum sur lequel les citoyens du canton se prononceront le 9 février.

PIERRE CORMON

«Il faut combattre le bruit, pas le logement!» Cette injonction émane de Yannos Ioannides, porte-parole du Groupement des coopératives d'habitation genevoises. Il pourrait s'agir du cri de ralliement de la très vaste coalition qui combat le référendum prévoyant le déclassement de 22,5 hectares dans le quartier de Cointrin. Actuellement en zone villas, ils devraient passer en zone de développement. L'opération permettrait de construire deux mille trois cents logements de manière échelonnée jusqu'en 2050, et de créer quelque huit cents emplois de proximité.

Un comité combat cependant l'opération. Il estime en effet que la zone, proche

de l'aéroport, est trop exposée à des nuisances et qu'y construire des immeubles pourrait engendrer un bruit excessif, à cause de la réverbération qu'ils créeraient. Le sujet, pourtant, a été longuement étudié en commis-

LE RÉFÉRENDUM POSE LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT DE GENÈVE. L'AGGLOMÉRATION NE CESSE D'ATTIRER DE NOUVEAUX HABITANTS.

sion. «Tout au long du processus, nous avons obtenu toutes les réponses techniques à ce sujet», assure Nicole Valiquier-Grecuccio, députée socialiste au Grand Conseil et représentante du comité *Pour construire des logements dans le respect de l'environnement*. «Des solutions existent.»

Plus globalement, le référendum pose la question du développement de Genève. L'agglomération ne cesse d'attirer de nouveaux habitants. Faut-il les

pousser à se loger en France voisine, comme le font deux mille personnes supplémentaires par année, selon une étude de Credit Suisse? Et aggraver les problèmes de mobilité dont souffre déjà l'agglomération? Faut-il plutôt bétonner la zone agricole du canton – une option de plus en plus difficile à mettre en œuvre à cause des contraintes imposées par la législation fédérale? Ou enfin «construire la ville en ville», comme le résume Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève? C'est-à-dire là où l'on dispose déjà d'équipements et de transports publics, et où les distances avec les principaux points de l'agglomération sont limitées.

La FER Genève, comme de nombreux partis de droite, de gauche, d'associations représentatives de l'économie, de l'agriculture et des coopératives, est convaincue que la dernière option est la meilleure. Il faut donc rejeter le référendum le 9 février, et accepter les lois de modification de zones. ■



Kintetsu World Express (Switzerland) Ltd.
P.O. Box 1094 – 1211 Geneva – Airport 5
Phone: 41-22-717 81 00 – FAX 41-22-717 81 02

E-Mail kwegva@kwe.com

Web Site www.kwe-switzerland.com

Hot Service by Cool People!